

G2. Pôles et aires de puissance

Première partie : Centres d'impulsion mondiaux et inégalités de développement

1. Je suis capable de caractériser un espace

- Quels points communs caractérisent les trois grands centres d'impulsion de l'espace mondial ?
- Indiquer trois caractéristiques majeures de la mégalopole européenne.
- Donnez les principaux caractères de l'archipel mégalopolitain asiatique.
- En quoi l'Asie orientale est elle une aire de puissance ?
- Citez, en donnant des exemples, trois fonctions de nature différente qui font de New York une ville au rayonnement planétaire.
- En termes de développement, les Etats du Sud se rattachent à différents grands ensembles. Nommez et caractérisez deux de ces ensembles.

2. Je suis capable de justifier une affirmation en proposant ou choisissant des arguments

- Justifier l'affirmation suivante en donnant deux arguments : "La mondialisation économique est dominée par trois grands centres d'impulsion."
- Justifiez à l'aide de deux arguments différents l'affirmation suivante : « La mondialisation tout en renforçant la domination de la Triade permet l'émergence de nouveaux pôles ».

3. Je suis capable de localiser ou compléter un croquis

- Indiquez sur le planisphère les trois principales mégalopoles mondiales ainsi que trois métropoles situées hors de ces mégalopoles et qui peuvent prétendre au rang de ville mondiale.
- Complétez le planisphère joint en localisant à l'aide de figurés adaptés deux des trois principales mégalopoles et deux des principales interfaces maritimes. Reportez les figurés dans la légende.
- Sur le fond de carte, localisez les 3 aires de puissance et les 3 mégalopoles associées à ces aires de puissance. A quoi correspond la limite dans la légende [Nord/Sud] ? Localisez et nommez deux pays émergents.
- Sur le fond de carte en annexe, localisez et nommez deux des trois mégalopoles.
- Complétez le fond de carte en localisant et en nommant deux pays émergents, les pôles de la Triade et la limite Nord-Sud.

- Complétez la légende puis localisez et nommez les informations sur le fond de carte fourni en annexe [Mégalopoles (2 exemples attendus), Grands pays émergents (2 exemples attendus)]
- Complétez le fond de carte : choisissez un exemple pour chaque type d'espace indiqué en légende [Grand centre d'impulsion mondial, Nouvelle puissance économique, Pays exportateur de pétrole, Pays du Sud parmi les moins avancés], localisez ces quatre exemples sur le fond de carte grâce à leur figuré, indiquez le nom de chacun de ces quatre espaces sur le fond de carte.
- Complétez la carte et la légende du planisphère proposé. Placez et nommez les pôles de la Triade (espaces intégrés). Placez et nommez trois puissances émergentes (espaces en voie d'intégration). Complétez le titre de la troisième partie [espaces marginalisés] et la légende de la carte en identifiant à quoi correspond le figuré déjà présent sur la carte [PMA].
- Complétez la carte fournie en annexe en localisant deux mégalo-pôles et deux pays émergents.
- Complétez la carte fournie en annexe à partir de sa légende [Pôle dominant de l'archipel mégapolitain asiatique, Mégapôle américaine, Exemple de puissance économique émergente, Exemple de bourse mondiale].
- Complétez la légende et la carte. Choisir un figuré identifiant les principaux centres d'impulsion mondiaux et le reporter sur la carte. Donner une légende au figuré proposé [pays émergents]. Nommer sur la carte les deux pays [Chine, Brésil].
- Complétez le fond de carte ainsi que la légende en représentant et nommant les centres d'impulsion de la planète (États membres de la Triade ; mégalo-pôles ; métropoles mondiales) et en représentant les flux indiqués en légende (principaux flux de marchandises, de capitaux, de services et d'informations ; flux de matières premières minières et énergétiques ; flux migratoires d'origine économique).
- Complétez le planisphère en lui donnant un titre, en plaçant correctement et en nommant les grands pôles dominant le commerce mondial et cinq pays puissances régionales du « Sud ».
- Sur le planisphère fourni en annexe, nommez et localisez deux métropoles mondiales, nommez et localisez deux puissances régionales du Sud, délimitez et nommez les trois aires de puissance.
- Sur le planisphère, repérez les quatre pays marqués A,B,C et D [Australie, Brésil, Madagascar, Arabie Saoudite]. Donnez le nom de chaque pays ainsi que la catégorie de pays à laquelle il appartient (Pays du Nord, Pays du Sud à forte croissance économique, Pays producteur et exportateur de pétrole, Pays les moins avancés ou PMA).
- Complétez le fond de carte en annexe en localisant et en nommant quatre villes mondiales (aidez-vous des lettres repères A à D), situant la limite Nord/Sud, localisant et nommant les pôles de la Triade, localisant et nommant trois pays émergents.
- Complétez le croquis. Représentez par des cercles rouges et nommez les pôles de la Triade, par des triangles noirs les Nouveaux Pays Industriels d'Asie, par un trait noir la limite Nord-Sud. Localisez la Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde. Réalisez une légende organisée.

- Complétez le planisphère joint en localisant à l'aide des figurés adaptés les trois pôles de la Triade, une puissance émergente et les principaux flux de capitaux. Reportez les figurés dans la légende.
- Sur la carte jointe en annexe, coloriez et nommez les pôles de la Triade et les « villes-monde » associées, deux pays qui connaissent une forte croissance économique, deux pays du Sud qui restent en marge de la croissance. Construisez la légende de la carte. Donnez un titre à la carte.
- Sur le fond de carte joint, localisez quatre villes mondiales.

4. Je suis capable de proposer ou choisir une définition pour une notion

- Proposez une définition de la notion de pôle.
- Définissez la notion d'aire de puissance.
- Choisissez parmi ces trois définitions celle qui définit le plus exactement la notion d'« aire de puissance » :
 - a) Espace urbain exceptionnel qui s'étend sur une surface de plusieurs centaines de kilomètres en regroupant des mégapoles, des métropoles, des villes et espaces ruraux ; il concentre les principales fonctions de commandement politiques, économiques, sociales et culturelles. Il constitue ainsi un pôle à l'échelle mondiale.
 - b) Portion de l'espace géographique (États, ensemble d'États, régions) qui, par son poids économique, ses capacités de production et d'innovation, son poids démographique, son influence politique, militaire, culturelle, joue un rôle majeur dans l'organisation du monde et constitue un centre d'impulsion de l'économie mondiale.
 - c) État qui par sa puissance, dans les domaines politique, économique, militaire, culturelle, a la capacité d'influer sur le comportement des autres.
- Proposez une définition de la notion de « développement ».
- Définissez la notion d'interface en prenant un exemple précis dans le monde.
- Quels sont les trois indicateurs pris en compte pour calculer l'IDH (Indice de Développement Humain)?
- Donnez une définition d'une mégalopole.

Seconde partie (UN SEUL des deux sujets d'étude suivants est traité en cours) :

I. L'Union européenne

1. Exercices qui portent sur un document

Document. Statistiques sur l'UE

rang mondial IDH 2004	PAYS	année d'entrée dans l'UE	PIB PPA* en milliards de dollars 2004	PIB par habitant en dollars 2004	PIB PPA* croissance annuelle moyenne 2002-2004 (%)
4	Irlande	1973	158,0	38827	5,3
5	Suède	1995	265,6	29541	6,9
10	Pays-Bas	1957	517,6	31 789	5,0
11	Finlande	1995	156,6	29951	7,3
12	Luxembourg	1957	31,7	69961	8,1
13	Belgique	1957	324,1	31 096	6,7
14	Autriche	1995	263,8	32276	5,9
15	Danemark	1973	172,5	31 914	1,8
16	France	1957	1769,2	29300	5,1
17	Italie	1957	1622,4	28 180	3,2
18	Royaume-Uni	1973	1845,2	30821	9,3
19	Espagne	1986	1069,3	25047	10,5
21	Allemagne	1957	2335,5	28303	2,2
24	Grèce	1981	245,5	22205	11,1
27	Slovénie	2004	41,8	20939	7,2
28	Portugal	1986	206,1	19629	5,3
29	Chypre	2004	18,8	22805	17,5
30	République tchèque	2004	198,3	19408	11,2
32	Malte	2004	7,6	18879	4,3
35	Hongrie	2004	169,9	16814	11,8
37	Pologne	2004	495,4	12974	10,3
40	Estonie	2004	19,6	14555	8,7
41	Lituanie	2004	45,0	13 107	12,1
42	Slovaquie	2004	78,7	14623	6,8
45	Lettonie	2004	27,0	11 653	12,1
54	Bulgarie	2007	62,7	8078	5,1
60	Roumanie	2007	183,9	8480	12,2
UE (27 Etats)			12331,8		
7	Japon		3737,3	29251	4,5
8	Etats-Unis		11651,1	39676	6,3
MONDE			55970,3	8833	7,8

*PPA : à parité de pouvoir d'achat (PIS corrigé pour tenir compte des effets de change)

Source : Rapports mondiaux sur le développement humain, 2004 et 2006, Programme des Nations Unies pour le développement.

Questions :

- 1) Quels sont les éléments qui montrent que l'Union européenne est un pôle de puissance ?
- 2) Relevez les trois pays de l'Union européenne qui ont le PIB total le plus élevé ; les trois pays qui ont le PIB total le plus faible ; les trois pays qui ont le PIB par habitant le plus élevé et les trois pays qui ont le PIB par habitant le plus faible.
- 3) À partir de ces éléments, et des autres informations fournies par le tableau, décrivez et expliquez la répartition de la richesse au sein de l'Union européenne.
- 4) Comment peuvent s'expliquer les taux de croissance des pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004 inclus ?

DOCUMENT. Extraits de Christian Chavagneux, *Alternatives économiques*, Hors série No81, 2009.

« Avec environ 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial l'an dernier, les économies de l'ensemble des pays de l'Union Européenne pèsent autant que celles des Etats-Unis. Depuis le début des années 2000, l'Europe tente d'utiliser cette puissance économique pour influencer la mondialisation dans le sens d'une plus grande régulation. Mais les efforts restent parcellaires et le Vieux Continent est encore loin d'exercer la même prépondérance que les Etats-Unis sur la définition des règles du jeu de la mondialisation économique.

Les années 2000 marquent incontestablement une volonté politique plus affirmée de l'Europe d'être la source de normes s'appliquant au premier chef sur son territoire, mais à vocation également mondiale. Par exemple en matière de protection de l'environnement et de la santé, l'année 2008 a vu le début de la mise en œuvre du règlement REACH (Registration Evaluation, Authorisation and restriction of Chemicals) sous l'égide de la nouvelle Agence européenne des produits chimiques créée à cet effet.

Initié par la commission européenne, ce règlement s'applique à toutes les substances chimiques, existantes et nouvelles, produites, importées et vendues sur le territoire européen, il impose aux entreprises de démontrer que les produits chimiques utilisés dans les produits du quotidien sont inoffensifs. Ces entreprises devront également remplacer les produits qualifiés de dangereux. Ces nouvelles contraintes engendrent des coûts financiers pour les multinationales du monde entier ainsi qu'un renforcement de leur responsabilité juridique en cas de problèmes.

En matière financière, l'Europe est en pointe dans la lutte contre les paradis fiscaux. Un code de bonne conduite lui permet de remettre en cause les pratiques fiscales les moins acceptables de ses membres. On pourrait ajouter les efforts de la Commission Européenne en matière de lutte contre les cartels internationaux et contre les positions de monopole, comme l'illustrent les lourdes amendes infligées à ce sujet à plusieurs reprises à Microsoft. [...]

Pour autant, même si le poids de l'Europe se fait de plus en plus sentir dans la définition des règles du jeu de la mondialisation, celle-ci reste principalement dirigée par les Etats-Unis. Les entreprises américaines exercent à cet égard une influence qui reste significative : sur les 100 premières entreprises mondiales, 33 sont américaines, parmi lesquelles 5 sont classées dans le top 10. La Chine avec 8 firmes internationales parmi les 100 premières mondiale se place en leader des pays émergents puisque ces derniers totalisent 17 multinationales parmi les 100 plus importantes. Les multinationales européennes pèsent moins lourd, seul le Royaume-Uni parvient à entrer dans le top 10 avec 11 entreprises dans les 100 premières. De plus l'absence de pouvoir politique centralisé en Europe les pénalise par rapport à leurs concurrentes américaines.

L'Europe souffre également d'une faible capacité d'influence dans ce que l'on peut appeler «le monde des savoirs». Les revues américaines dominent largement «le monde des idées» et influencent souvent les questionnements et l'orientation des recherches dans divers domaines dont l'économie. Et si les pays européens comptent des scientifiques de renom, nul ne peut y obtenir la reconnaissance internationale sans se conformer aux critères de la production intellectuelle en langue anglaise.

A un niveau plus pratique, dans le domaine des nouvelles technologies, et de l'information, les Microsoft et autre Google restent les leaders mondiaux, loin devant une Europe quasiment inexistante. »

QUESTIONS :

Question 1 : Quel est le thème général du document ? Justifiez votre propos.

Question 2 : D'après le document et vos connaissances, montrez en quoi l'Union européenne est une aire de puissance mondiale.

Question 3 : Comment l'union européenne entend lutter contre les excès de la mondialisation ?

Question 4 : Quelles sont les limites de la puissance européenne que présente le document ?

Document : le rôle de l'Union Européenne sur la scène internationale

L'essor de la Communauté européenne, puis de l'Union européenne, a donné à l'Europe un rôle majeur sur la scène internationale. Aujourd'hui, l'Union Européenne est la première puissance commerciale et industrielle du monde. L'euro progresse en tant que monnaie à vocation mondiale. L'Union Européenne et ses États membres sont les premiers donateurs en faveur des pays en développement. L'Europe développe également une politique étrangère et de sécurité commune qui reste à consolider. Grâce à ses différentes politiques externes, l'Union Européenne entretient des relations avec de nombreux partenaires à travers le monde, par l'intermédiaire de divers instruments, notamment des accords de coopération et des programmes financiers [...]

OBJECTIFS

L'action extérieure regroupe l'ensemble des politiques de l'UE qui sont dirigées vers le reste du monde ou qui traitent de sujets de dimension internationale.

* Coopération avec les pays tiers

L'UE mène une politique de coopération au développement afin d'éradiquer la pauvreté dans les pays en développement ainsi qu'à y soutenir la croissance et le développement durable. Elle mène par ailleurs une politique de coopération économique, financière et technique avec tous les autres pays du monde, grâce à laquelle elle peut développer des actions communes dans de nombreux domaines.

* Aide humanitaire

L'UE s'efforce d'aider les victimes de catastrophes d'origine naturelle ou humaine en leur fournissant une aide financière et matérielle.

* Politique d'aide au développement

Dans le domaine de la coopération au développement, la Communauté vise "le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux", "l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale" et "la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement". En outre, la politique d'aide au développement contribue à "l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

* Politique européenne de voisinage (PEV)

Créée en 2004, la politique européenne de voisinage s'adresse uniquement aux voisins directs de l'UE, à savoir les Nouveaux États indépendants (NEI)(1), la Fédération de Russie et les pays du pourtour méditerranéen (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Israël, Autorité palestinienne, Liban, Jordanie, Syrie).

Elle vise à sécuriser les frontières extérieures de l'UE en créant un "cercle d'amis" partageant ses objectifs de paix, de stabilité et de prospérité. Ces pays participent à diverses activités, dans les domaines de coopération politique, sécuritaire, économique ou culturelle.

* Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

Fort de son succès dans la pacification des relations entre ses États membres, l'UE cherche aujourd'hui à promouvoir la paix dans le reste du monde. Elle prend de plus en plus d'importance dans les opérations de prévention des conflits, les opérations de police et les opérations militaires à l'étranger, grâce à sa politique étrangère et de sécurité commune, qui inclut un volet consacré à la défense. Elle lutte également contre le terrorisme international, la prolifération des armes de destruction massive ou des mines antipersonnel.

FINANCEMENT

Pour 2006, la politique extérieure de l'UE bénéficie d'une enveloppe budgétaire de 5.5 milliards d'euros. Les instruments financiers de l'action extérieure sont thématiques (par exemple, promotion de la démocratie, avec le programme IEDDH(2) ou régionalisés (relations avec l'Asie, l'Amérique latine, le Canada, les États-Unis, les pays méditerranéens, les pays des Balkans...),

EXEMPLES D'APPLICATION

Entre décembre 2004 et février 2005, l'Union a versé plus de 103 millions d'euros aux victimes du tsunami en Asie. En octobre 2003, elle a fourni une aide globale de 1.25 milliard d'euros pour la reconstruction de l'Irak. Depuis le 1er janvier 2003, l'UE dispose en Bosnie d'une mission de police afin de former et conseiller les forces de police en constitution. L'Opération "Artémis" en République démocratique du Congo, qui a mobilisé 1 800 hommes de juin à septembre 2003, est la première opération militaire autonome de l'UE, délogée des forces de l'OTAN. Son objectif était de prévenir les affrontements interethniques à Bunia, dans la zone de l'Ituri.

Source : www.touteurope.fr, portail français d'informations de l'Union Européenne (mise à jour le 02/05/06).

(1) NEI : États issus de l'éclatement de l'URSS (à l'exception de la Russie)

(2) IEDDH : instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme.

Questions

1. Quels sont les modes d'action de l'Union Européenne dans le monde ?
2. Quels sont les buts politiques et économiques recherchés lors de ces interventions ?
3. Pourquoi les pays du Sud sont-ils plusieurs fois cités dans cet extrait ?
4. En quoi cette présentation permet-elle de qualifier l'Union Européenne de puissance d'envergure mondiale ?

Document. Carte de l'implantation de l'entreprise japonaise Sony dans l'Union européenne.

Sony, entreprise japonaise spécialisée dans l'électronique grand public et les produits culturels (cinéma, musique), emploie 20 000 salariés et compte 12 usines en Europe. 80% de la production est destinée au marché européen. Même si les informations sont fondées sur le rapport d'activités de Sony de 1998, la carte montre l'implantation de l'entreprise au début des années 2000. L'unité de Bridgend fournit des tubes cathodiques pour les usines d'assemblage de téléviseurs couleurs de Barcelone et de Stuttgart (cette dernière unité n'étant pas représentée sur la carte).

Questions

1. Les unités de production matérielle (rubrique 2 de la légende) : d'une manière générale dans quels espaces la firme Sony a-t-elle localisé ces unités ? Pourquoi l'entreprise Sony a-t-elle choisi ces espaces au sein de l'Union européenne ?
2. Les fonctions centrales (rubrique 1 de la légende) : d'une manière générale, où sont-elles localisées ? Pourquoi l'entreprise Sony a-t-elle choisi ces espaces au sein de l'Union européenne pour implanter ses activités plus stratégiques ?
3. Comment expliquer le déplacement du siège social de l'entreprise ? A quelle autre mutation spatiale pourrait procéder Sony dans d'éventuelles restructurations ?
4. Cette carte constitue-t-elle un révélateur de la puissance de l'Union européenne ou un révélateur des limites de sa puissance ?

2. Exercices qui portent sur deux documents

Document 1 : Carte du PIB dans l'Union européenne

Document 2 : Une opération européenne à Athènes.

« A Athènes, au nord-est de l'Acropole, [...] s'étend le quartier de Plaka, noyau urbain ancien auquel se résumait la ville au début du XIXe siècle. Ce quartier, qui avait été épargné par les grandes opérations de rénovation urbaine des années 1960-1970, était dans un état critique au début des années 1980 : voirie et bâti dégradés, assainissement insuffisant, prolifération de petits aménagements touristiques illicites. Dès 1983, les autorités grecques ont décidé d'entreprendre un programme de restauration pour sauvegarder ce patrimoine. L'Europe a financé un certain nombre de projets au titre des fonds structurels¹ puis, à partir du traité de Maastricht, au titre du Fonds de cohésion.

Les opérations de réhabilitation urbaine conduites récemment à Athènes ont bénéficié d'un concours de 6,6 millions d'euros au titre de ce dernier fonds, soit 85 % du coût total. Dans l'une des rues du quartier d'Exarchia, « Quartier latin » athénien, au pied du mont Lycabette, où se trouvent l'Université, l'Académie et l'École française d'Athènes, [...] un panneau indique aux riverains la nature des opérations, l'administration responsable, le nom de l'entrepreneur, le budget de l'opération et la participation de l'UE.

La manne² de Bruxelles a évidemment été beaucoup plus importante pour l'ensemble de la Grèce depuis son adhésion. Au titre des fonds structurels, toutes les régions grecques étant éligibles à l'objectif 1, c'est-à-dire aux aides les plus importantes destinées aux « régions en retard de développement », le pays a perçu 9 168 millions d'euros pour l'exercice 1989-1993 et 17 736 millions d'euros pour l'exercice 1994-1999, ce qui a représenté en moyenne annuelle 4,47 % du PIB grec. Sur cette période, les concours du Fonds de cohésion se sont ajoutés à ceux des fonds structurels et ont représenté 15 % des attributions totales.

Le Fonds de cohésion a bénéficié d'une enveloppe de 15 milliards d'euros pour la période 1993-1999 [18 milliards d'euros, soit 8% des aides régionales européennes en 2008]. Il intervient directement auprès des États pour financer des projets d'infrastructures et d'environnement d'intérêt national et a bénéficié aux quatre pays dont le PIB par habitant ne dépassait pas 90 % de la moyenne communautaire, c'est-à-dire l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

Cet effort spécifique, destiné à accélérer l'intégration des territoires les plus en retard de l'Union, s'est ajouté à l'aide aux régions, assurée par les fonds structurels, aide qui a atteint 175 milliards d'euros sur la période 1993-1999, bénéficiant préférentiellement aux États qui comptent les régions les plus défavorisées : l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne pour les Länder³ de l'est, la Grèce, le Portugal et l'Irlande. Pour la période 2000-2006, l'enveloppe globale de financement a été fixée à 213 milliards d'euros pour les fonds structurels et le Fonds de cohésion.

Quelle Union pour quelle Europe ? La Documentation photographique, 2006

1 Fonds structurels : Les fonds structurels européens permettent d'apporter des aides financières aux États de l'Union européenne. Ils sont au nombre de quatre : le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds européen pour la pêche (FEP).

2 Manne : ici, subvention importante.

3 Länder : un Land (Länder au pluriel) est un État fédéré de la République fédérale d'Allemagne.

Questions :

- 1) Montrez les inégalités de richesses dans l'Union européenne à différentes échelles. (document 1)
- 2) Relevez les moyens mis en œuvre par l'Union européenne pour réduire ces inégalités. (document 2)
- 3) Pourquoi la Grèce et particulièrement Athènes ont-elles besoin de l'aide européenne ? (documents 1 et 2)
- 4) Montrez que le développement équilibré des territoires est un enjeu pour les Européens. (documents 1 et 2)

Document 1 : Indice du PIB par habitant en 2006

(en standards de pouvoir d'achat, l'indice 100 correspond à la moyenne de l'Union européenne)

Document 2 : Europe 2004 : quelles opportunités pour les entreprises ?

« Dix nouveaux États entreront dans l'Union européenne (UE) le 1er mai 2004 : huit pays d'Europe centrale et orientale (Pologne, Hongrie, République tchèque, République slovaque, Slovénie, Lituanie, Estonie, Lettonie), ainsi que les îles de Chypre et de Malte. Cette Europe des 25 a été proclamée après d'ultimes tractations le 13 décembre dernier, lors du sommet de Copenhague (sous réserve des référendums en cours dans chaque pays). L'étape est historique : il s'agit du plus grand élargissement à ce jour, tant par son envergure (75 millions de nouveaux consommateurs), que par sa diversité. Le marché unique européen passera d'un coup de 370 à 450 millions d'habitants. Il deviendra le plus grand marché intérieur développé de la planète, stimulant de ce fait la croissance économique et commerciale, et ouvrant de nouvelles perspectives aux entreprises franciliennes.

Pour une partie d'entre elles, le commerce à 25 est déjà une réalité... puisque l'Île-de-France représente déjà plus de 20 % des ventes françaises vers les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). Au niveau national, le rythme de croissance des exportations françaises vers les PECO atteignait 6,6% en 2002, pour un excédent commercial de 2,3 milliards d'euros. La France est par ailleurs le deuxième fournisseur de Malte mais seulement le 29e de Chypre en

2002. Les entreprises françaises comptaient fin 2002 près de 1 756 implantations dans les PECO, essentiellement industrielles, et détenaient 6 % de parts de marché – contre 27,2% pour l'Allemagne. La libre circulation des marchandises, la simplification des formalités administratives, un coût du travail attractif et les flux d'investissements directs étrangers qui irriguent désormais les futurs États membres devraient dynamiser ces échanges et ces implantations et contribuer à combler le retard des entreprises françaises vis-à-vis de leurs principales concurrentes européennes. »

Courrier du Grand Paris mai-juin 2003, revue publiée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Questions

- 1) Document 1. Cette carte représente-t-elle la puissance économique de chaque État de l'Union européenne ? Justifiez votre réponse. Permet-elle de comparer le niveau de richesse par habitant ? Justifiez votre réponse.
- 2) Document 1. Quels déséquilibres économiques au sein de l'Union européenne fait apparaître cette carte ? Situez-les précisément.
- 3) D'après les deux documents, montrez les conséquences du dernier grand élargissement de l'Union européenne pour les nouveaux membres ainsi que pour les entreprises françaises.

DOCUMENT 1. Carte des avions Airbus dans le monde (en commande et en service)

Airbus : consortium industriel aéronautique européen - Les avions sont élaborés, fabriqués et construits dans différents pays de l'Union européenne.

DOCUMENT 2. Commission européenne, *Des régions en pleine croissance, une Europe en pleine croissance*, quatrième rapport sur la cohésion économique et sociale, mai 2007

« Etant donné que les industries les plus exposées à la montée de la concurrence mondiale ne sont pas réparties de façon homogène sur le territoire de l'Union européenne, certaines régions se trouvent bien davantage exposées que d'autres à l'impact de la mondialisation. Ainsi les régions spécialisées dans l'industrie textile, de l'habillement et du cuir sont-elles particulièrement vulnérables, car il s'agit des industries dans lesquelles les pays en développement se sont engagés à grande échelle, et dans lesquelles les coûts peu élevés sont un facteur primordial de compétitivité.

Elles affichent généralement un faible revenu, des coûts de main d'œuvre peu élevés et se situent pour la plupart dans les nouveaux Etats membres. Dans plusieurs régions de Bulgarie, de Roumanie, d'Estonie, de Lituanie et, dans une moindre mesure, de Pologne, ce secteur s'est développé ces dernières années en raison des faibles coûts de production. On observe néanmoins, ailleurs dans l'UE, des régions dans lesquelles cette industrie assure une part importante de l'emploi : tel est le cas dans la région Norte au Portugal, où 13% des actifs travaillent dans le textile, soit le taux le plus élevé de l'Union. L'emploi y a diminué depuis quelques années du fait de la concurrence des producteurs à faible coût de Chine et d'Asie de l'est surtout depuis la fin de l'accord Multifibres en 2005.

Le défi à relever par les fabricants portugais consiste à réorienter une base de concurrence fondée sur le faible niveau des coûts vers une compétitivité axée sur la qualité, le style et la rapidité de réaction aux évolutions de la demande, comme l'ont fait, avec succès, les producteurs du nord et du centre de l'Italie. »

QUESTIONS :

Question 1 : Quelles sont les deux branches industrielles citées dans ces deux documents ? Que pouvez-vous en déduire sur la diversité de l'industrie européenne ?

Question 2 : Quelles observations concernant l'Union européenne pouvez-vous tirer de l'analyse du document 1 ?

Question 3 : Quelles sont les régions « particulièrement vulnérables » évoquées dans le texte, et pour quels motifs le sont-elles ?

Question 4 : Selon le document 2, sur quels atouts peut s'appuyer le secteur industriel concerné pour répondre au défi de la mondialisation ?

Question 5 : Montrez à l'aide des documents que l'industrie de l'Union européenne s'inscrit dans une économie mondialisée.

II. La Chine

1. Exercices qui portent sur un document

Document. Carte sur l'intégration de la Chine à l'économie mondiale et chronologie de l'ouverture économique

Questions :

- 1) Classez les ensembles régionaux en fonction du PIB/habitant.
- 2) Comment s'est opérée l'ouverture économique ?
- 3) Comment se manifeste cette ouverture économique sur le territoire chinois ?
- 4) Le titre donné à la carte (« L'intégration de la Chine à l'économie mondiale ») est-il pertinent ? Argumentez précisément votre réponse. Proposez un autre titre plus pertinent ou aussi pertinent.

2. Exercices qui portent sur deux documents

Document 1 : La Chine, une puissance émergente ?

	Population totale en millions	IDH	PIB par habitant en dollars	Part dans le PIB mondial en %	Taux de croissance annuel en %
UE à 25	463,5	0,938	28100	30,7	0.8
États - Unis	298,5	0,944	41399	25	3
Japon	127,5	0,943	30615	11,2	2.7
Chine	1300	0,746	5600	5,2	9.5
Monde	6400	0,741	5502		

Source : PNUD 2004 (Programme des Nations Unies pour le Développement), *Images économiques du Monde* 2004.

UE à 25 = Union Européenne à 25 États

Document 2 : Une Chine à plusieurs vitesses (données de 2003)

	Actifs par secteur en %			Part des analphabètes en %	PIB par habitant en Yuans (1)	IDH en 2004
	Primaire	Secondaire	Tertiaire			
Provinces chinoises						
Littorales						
Shanghai	7,8	32,6	59,6	5,88	46718	0,909
Pékin	19,6	40	40,4	4,61	32061	0,822
Tianjin	49,3	27,6	23,1	6,36	26532	0,855
Guangdong	37,4	24,6	38	7,55	17213	0,807
De l'intérieur						
Gansu	59	13,6	27,4	20,33	5022	0,675
Mongolie intérieure	59,8	10,7	29,4	13,67	8975	0,738
Xinjiang	50,1	17,8	32,1	6,94	9700	0,757
Tibet	55,1	13,3	31,7	54,86	6871	0,586
Chine	49,1	21,6	29,3	10,95	9101	0,746

Source : *China Statistical Yearbook* 2004, Rapport du PNUD pour la Chine 2005.

(1) Le Yuan est la monnaie chinoise

Questions

- 1) Décrivez en vous appuyant sur quelques indicateurs la situation de l'économie chinoise dans le monde.
- 2) Confrontez le niveau de développement de la Chine et son évolution avec ceux de la Triade.
- 3) D'après le document 2, quels défis la Chine doit-elle relever sur le plan social et sur le plan territorial ?

DOCUMENT 1. La Chine investit.

« Entre communisme et capitalisme, la Chine avance. Barclays* vient d'annoncer que la China Development Bank, l'un des bras financiers de Pékin, entrait dans son capital. Le Parti communiste chinois se fait donc investisseur dans un fleuron de la finance mondiale. Le symbole est frappant et surtout révélateur du nouveau rôle que veut se donner la Chine sur la scène économique. Il y a quelques jours, on apprenait qu'avec une croissance de plus de 11 %, elle avait supplanté l'Allemagne pour devenir la troisième puissance mondiale, derrière les Etats-Unis et le Japon. Fin mai, une société étatique chinoise avait pris 10 % de Blackstone, le plus important fonds d'investissements américain.

Sur le plan économique, la donne a radicalement changé en Chine ces derniers mois : ce pays-continent, qui croit au capitalisme, a résolument décidé d'en tirer le meilleur parti. Il est donc sorti de son rôle exclusif d'atelier du monde, pourvoyeur d'une main-d'œuvre bon marché, pour devenir investisseur. Il a les moyens d'acquérir des entreprises occidentales. Ses réserves de change** - 1 330 milliards de dollars à la fin juin -, qui servaient d'abord à financer les déficits américains, via les obligations du Trésor, sont désormais investies dans les multinationales. Elles représentent la capitalisation boursière des trois premières sociétés américaines : Exxon, General Electric et Microsoft. A lui seul, l'excédent de réserves attendu en 2007 et en 2008 pourrait permettre à la Chine de s'offrir les deux géants bancaires américains que sont Citigroup et Bank of America. [...] »

Extrait de l'éditorial du journal *Le Monde* du 26 juillet 2007

* Barclays est une grande banque anglaise qui exerce ses activités dans 60 pays.

**Les réserves de change sont les possibilités de paiement que possède un pays au plan international, Celles de la Chine proviennent des excédents du commerce extérieur.

DOCUMENT 2. Carte des Produits Intérieurs Bruts chinois

Le produit intérieur brut : PIB des provinces (milliards de yuans) / Le PIB par habitant (en yuans, par province, en 2005)

A partir de Thierry SANJUAN, *Atlas de la Chine*, éditions Autrement, Paris, 2007.

QUESTIONS :

Question 1 : D'après le texte, quel est le rang de la Chine dans l'économie mondiale et quel pays vient-elle de devancer ?

Question 2 : Selon l'auteur, depuis les années 80, quelle politique économique a suivi la Chine pour obtenir cette position ?

Question 3 : D'après le texte, depuis peu les dirigeants chinois ont infléchi cette politique. Comment et pourquoi ?

Question 4 : Comment se répercute sur l'économie régionale l'évolution économique du pays. Justifiez votre propos avec des exemples précis.

Question 5 : Les régions et leurs habitants bénéficient-ils tous de la croissance économique du pays? Justifiez votre propos.

DOCUMENT 1. Article d'une envoyée spéciale à Shamen (Chine)

« Il y a deux ans, la route et la télévision sont arrivées en même temps à Shamen, dans les montagnes pelées du Gansu. Le village s'est retrouvé à une heure de bus du bourg le plus proche et, sur les écrans qui ont bientôt trôné dans la plupart des maisons, les paysans ont découvert des gratte-ciel, des gens en tenue de golf... Une autre Chine.

« On n'était pas jaloux, on se disait que c'était bien qu'il existe autre chose, que notre destin avait été de naître ici c'est tout, raconte l'instituteur Ma Laoshi. Mais tout le monde a eu envie de partir ! » Dans les masures au sol de terre battue, au chaud sur les kang (« lits collectifs») les nuits d'hiver à moins 30 degrés, chacun s'est mis à espérer. La « société harmonieuse » existait, ailleurs que sur les slogans du Parti peints sur les murs de brique jaune. Beaucoup étaient déjà partis faire les min gong (« travailleurs migrants») dans les usines et les chantiers du sud, comme presque 150 millions d'autres paysans chinois. Ceux qui restaient ont eu envie de fuir, de s'arracher de la terre poussiéreuse qui n'a jamais donné que du maïs et des pommes de terre.

De l'aveu même du gouvernement central en septembre, jamais la Chine communiste, quatrième puissance économique mondiale, n'a été aussi inégalitaire. Le pays compte 106 milliardaires en dollars et malgré les 11 points de croissance annuels, l'écart se creuse entre les 800 millions de paysans chinois et leurs compatriotes citadins. Ceux-ci gagnent en moyenne 11 700 yuans (1 170 euros) par an, trois fois plus que les ruraux qui arrivent péniblement à 350 euros. Encore s'agit-il de chiffres généraux, qui ne prennent pas en compte les disparités entre l'est farci de capitaux étrangers et l'immense et misérable far-west de la Chine. (...)

Comme la plupart des villageois, [une villageoise] a opté pour la solution proposée par le gouvernement dans le cadre de la politique de reforestation « Rendre la terre à la Forêt », inscrite au dernier plan quinquennal : « J'avais un demi hectare. J'en ai rendu plus de la moitié, ce qui me permet de toucher 620 yuans [62 euros] par an. C'est ce qui nous fait manger. » L'ennui, Li l'a bien compris, c'est que la manne ne tombera pas éternellement. Après huit ans, plus d'argent et plus de terre. Li Runjun compte sur son fils, déjà parti vers l'ouest(1) avec son père dans une fabrique de briques du Qinghai. A vingt ans, il devra prendre en charge les deux générations au dessus de lui, qui n'ont jamais entendu les mots « retraite » ou « assurance-maladie ». Lui, « il sait lire et ne se fera pas avoir », assure la mère.

<http://www.liberation.fr> 16 octobre 2007. Pascale NIVELLE.

(1) régions pionnières où le gouvernement favorise l'implantation de population chinoise.

DOCUMENT 2. Carte sur l'organisation de l'espace chinois.

Source : Tiré de Th. Sanjuan, « La Chine », Documentation photographique n° 8064, août 2008.

QUESTIONS

Question 1 : A l'aide du document 2, dites à quel espace chinois se rattache le village de Shamen présenté dans le document 1. Justifiez votre réponse.

Question 2 : Relevez dans le document 2, les grands bouleversements qu'apportent la route et la télévision aux villageois de la région du Gansu.

Question 3 : A quel espace représenté sur le document 2 renvoie la formule « des gratte-ciel, des gens en tenue de golf » du document 1 ? Justifiez votre réponse.

Question 4 : En confrontant les 2 documents, montrez les inégalités spatiales et sociales que connaît la Chine actuelle.

Question 5 : Dans quel contexte s'inscrit la politique de reforestation évoquée dans le document 1 et décidée par le gouvernement chinois ?

Document 1 : Chine - États-Unis, L'ère de l'interdépendance.

Les stratèges américains s'alarment : l'émergence de la Chine est en train de saper le socle de la puissance des États-Unis ; les Chinois s'inquiètent aussi : l'Amérique conspire à entraver l'essor de l'empire du Milieu. Les deux pays sont ligotés par un « Je te tiens, tu me tiens... », sorte d'équilibre de la terreur économique qui se déploie sur trois fronts principaux.

LES ROUTES DU PÉTROLE.

La Chine a une soif insatiable d'énergie. Elle engloutit des quantités de plus en plus grandes d'hydrocarbures pour alimenter son exceptionnelle croissance. Problème : ses réserves en pétrole s'épuisent et elle doit importer 40 % de sa consommation. Près des deux tiers des importations chinoises de pétrole viennent déjà du Moyen-Orient. Outre l'instabilité propre à la zone, ce pétrole est acheminé vers la Chine par des routes maritimes. Mais les 12 000 km séparant son point de départ, le détroit d'Ormuz, de son arrivée à Shanghai sont étroitement contrôlés par l'US Navy. En cas de conflit, l'armée américaine aurait les moyens de couper l'alimentation en pétrole de la Chine, et donc de la plonger dans la récession économique et le chaos social. Desserrer cet étau a été promu par le régime de Pékin au rang de cause nationale. Il s'est donc lancé dans une diversification tous azimuts des pays fournisseurs. Sa percée est spectaculaire en Afrique (Soudan, Angola, Nigeria...) et en Amérique latine.

LES PIÈGES DU « MADE IN CHINA »

Devenue troisième exportateur mondial, la Chine ébahit la planète avec ses performances commerciales. Mais est-ce une force ou une faiblesse ? Jamais aucun « dragon » asiatique n'avait atteint, à un stade de développement équivalent, un tel seuil de 40 % des exportations rapportées au PIB. Un taux aussi élevé vire à l'anomalie. Il expose dangereusement la croissance chinoise aux aléas de la conjoncture mondiale. Pis, il la place dans un état de dépendance spécifique vis-à-vis du marché américain, son premier client, qui absorbe le cinquième du « made in China » exporté. A lui seul, le grand distributeur Wal-Mart a acheté en 2005 pour 18 milliards de dollars de produits manufacturés en Chine ! Si la croissance chinoise prend - pour une part - sa source dans le marché américain, elle est aussi de plus en plus enchaînée au « circuit asiatique intégré ».

L'Asie abrite en effet une nouvelle répartition des tâches, en vertu de laquelle la Chine importe du Japon, de Corée du Sud ou de Taiwan des composants à haute valeur ajoutée pour les assembler chez elle, avant d'exporter le produit fini sur les marchés occidentaux. Là réside la fragilité du « made in China ». Il est, à l'heure actuelle, moins Chinois (à 40 %) que « made by foreigners in China » (fabriqué en Chine par des étrangers, à 60 %). Il en sera ainsi tant que la Chine échouera à injecter davantage de valeur ajoutée dans son atelier. Elle déploie d'ailleurs des ressources considérables pour combler son retard : ses dépenses totales de recherche et développement ont triplé en cinq ans. Mais les progrès ne sont pas à la hauteur de cette mobilisation. En 2002, la Chine ne représentait que 0,3 % du stock de brevets internationaux, très loin derrière les États-Unis (35,6 %) et le Japon (25,6 %).

LA DISSUASION FINANCIÈRE

[...] La Chine est devenue le créancier de l'économie américaine. Assise sur un trésor de réserves de changes de 900 milliards de dollars, elle s'est lancée ces dernières années dans des achats massifs (pour 320 milliards de dollars) de bons du Trésor américains. Du coup, de nombreux commentateurs, aux États-Unis, tirent la sonnette d'alarme. N'est-il pas dangereux de dépendre à ce point des décisions de la Banque centrale de Pékin ? Et si la Chine boudait un jour le dollar ? Déciderait de se délester de ses bons du Trésor ? Séquence catastrophe : chute du dollar, flambée des taux, réveil de l'inflation... La croissance américaine n'y résisterait pas. Pékin intimide aujourd'hui plus par sa force de frappe financière et son arsenal de missiles. Mais les paranoïaques, aux États-Unis, devraient se rassurer ; la Chine ne souhaite pas casser la croissance américaine... qui nourrit la sienne.

Frédéric Bobin, *Le Monde*, 16 juin 2006.

Document 2 : La Chine et le pétrole

- carte des principaux fournisseurs de la Chine (en % du total)
- évolution comparée de la production et de la consommation de pétrole en Chine (1980-2030)

Questions

1. Pourquoi l'auteur du document 1 parle-t-il d'« interdépendance » à propos des relations sino-américaines ? Justifiez votre réponse en vous appuyant sur des éléments précis du texte.
2. Pourquoi peut-on parler de « puissance chinoise » ?
3. Quelles relations la Chine entretient-elle avec ses voisins d'Asie ?
4. Quelles faiblesses la Chine présente-t-elle ?

Document 1. Diana Hochraich, « Croissance et contraintes de l'économie chinoise », *Questions internationales* n°6, mars-avril 2004.

« C'est à la suite de réformes progressives mais radicales, ayant débuté à la fin des années 1970, que la Chine a entamé une période de croissance rapide qui a fait passer sa part dans le PIB mondial de 1% en 1979 à 3% en 2000. Ces réformes, accélérées à partir de 1993 avec l'inscription de "l'économie socialiste de marché" dans la Constitution, ont permis l'inscription de la Chine dans l'économie mondiale. Les premières d'entre elles ont porté sur le commerce extérieur et sur l'agriculture et se sont traduites par une progression rapide des exportations qui a amené la part de la Chine dans les exportations mondiales de moins de 1% en 1980 à plus de 4% en 2001. L'adhésion de Pékin, le 11 décembre 2001, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devait encore accentuer la tendance.

Pourtant, si la croissance des exportations est spectaculaire, la contribution du commerce extérieur à la croissance, inférieure à 1%, reste très modeste malgré le rôle de stimulation indéniable joué par la demande étrangère. La plus forte contribution à la croissance vient de la demande intérieure, de la consommation privée en particulier.

Grâce aux réformes, la Chine a conquis une position dominante comme producteur de biens manufacturiers à faible valeur ajoutée. »

Document 2. Trafic des ports chinois de 2000 à 2005

	Trafic en millions de tonnes		évolution 2000/2005
	2000	2005	en %
Shanghai	204	443	+ 117
Ningbo	115	269	+ 133
Guangzhou	111	251	+ 126
Tianjin	96	241	+ 151
Qingdao	86	187	+ 117
Dalian	91	170	+ 87
Shenzhen	57	153	+ 168

Pour information :

Singapour	325 (1er port mondial)	423	+ 30
-----------	---------------------------	-----	------

Source : ISEMAR, « Les spécificités du modèle de développement des ports chinois », Note de synthèse n°87, septembre 2006.

Questions :

- 1) Quelles informations sur les résultats de l'économie chinoise sont fournies dans le document 1.
- 2) Quels sont, d'après le même document, les facteurs qui ont permis une évolution de cette économie ?
- 3) Dégagez dans le document 2 les informations qui confirment les performances de l'économie chinoise relevées dans le document 1.
- 4) Quel est le fait majeur qui ressort de la mise en relation des deux documents ?

Document 1. La Chine : un « profil de puissance lisse ».

Depuis l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping en 1979, Pékin a pour priorité absolue le développement du pays via la mise en place d'une " économie socialiste de marché " formulée en 1992, une option qui exige un environnement international stable. Et donc une conciliation avec les Etats-Unis. [...] Pour prouver ses bonnes dispositions à des Etats-Unis dominants sur la scène internationale depuis la disparition de l'Union soviétique en 1991, Pékin répète à satiété que ses priorités sont internes. Et que ses ambitions se limitent à consolider les frontières, loin de toute tentation impérialiste.[...]

La Chine affiche donc un profil de puissance lisse : ni ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, ni volonté de remodeler le monde. Faute d'alliés solides, elle renonce même à constituer des pôles pour contrer Washington sur la scène internationale. Plus encore, elle ne conteste pas les positions américaines sur les sujets vitaux pour l'administration Bush. De front, du moins. [...]

Au Conseil de sécurité en 2003, la Chine n'oppose pas de veto à l'entrée en guerre des Etats Unis en Irak. Et sur le dossier de la prolifération nucléaire, elle apprend à jouer la montre. Pékin a bien compris que sa médiation avec la Corée du Nord serait perçue par Washington comme un gage de bonne volonté et de responsabilité internationale. [...] Toujours sur le terrain nucléaire, Pékin se montre très réservé sur le projet de sanctions contre l'Iran, l'un de ses principaux fournisseurs en hydrocarbures. De toute façon, sauf lorsque ses intérêts nationaux sont menacés comme à Taiwan, les sanctions ne font pas partie des outils d'une politique chinoise largement dépourvue d'idéologie.[...]

Brandissant son discours pacifique, la Chine poursuit patiemment la consolidation de sa puissance. Une consolidation qui, les dirigeants de Pékin le savent, dépend largement, et pour longtemps encore, de l'étranger. Car si le pays est devenu le troisième exportateur mondial derrière les Etats-Unis et devant le Japon, il reste largement tributaire des investissements étrangers, asiatiques notamment (Japon, Corée du Sud ...) : près de 40% de ses exportations sont réalisées par des entreprises dont le capital est à 100% étranger et 20% par des joint-ventures à capitaux mixtes.

Régine Serra, *Alternatives internationales*, septembre-octobre-novembre 2006.

Document 2 : Carte sur les régions chinoises et leur degré d'intégration au système économique mondial.

D'après Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine*, Editions Autrement, septembre 2007

Questions

1. Dans les deux documents, relevez et expliquez les facteurs et les signes de la puissance économique de la Chine.
2. Dans le document 1, quel aspect non économique de la puissance de la Chine peut-on dégager ? Justifiez votre réponse.
3. Dans les deux documents, quelles limites de la puissance de la Chine peut-on identifier ? Justifiez votre réponse.

Document 1 (A et B) : La montée en puissance de la Chine

A. La croissance des PIB en Asie depuis 1990

Source : *Atlas de la Chine, les mutations accélérées*, Ed. Autrement, 2007

B. Le commerce extérieur de la Chine depuis 2001 (marchandises, en milliards de dollars)

Source : *Courrier International*, 30/08/2007

Document 2 (A et B) : Les inégalités sociales.

A. Évolution de l'indice de Gini* depuis 1990 entre Chine rurale et Chine urbaine

Indicateur synthétique de distribution des revenus. Un indice de 1 signifie qu'un seul individu détient tous les revenus. Un indice de 0 signifie une société parfaitement égalitaire.

Source : *Alternatives internationales*, hors série, décembre 2008

B : Évolution du revenu par habitant, en yuans, depuis 1990

Source : *Alternatives internationales*, hors série, décembre 2008

Questions

- 1) Quelle donnée économique fait apparaître le document 1 (A). Que montre le document 1 (A) de l'évolution récente de la Chine ?
- 2) En vous appuyant sur le document 1 (A et B), montrez que la Chine est devenue rapidement une puissance économique majeure.
- 3) A l'aide de l'ensemble des documents, vous mettrez en évidence les effets de la croissance sur les revenus des Chinois. Quelle différence spatiale retrouvez vous ?